

« Faiblesse des démocraties »

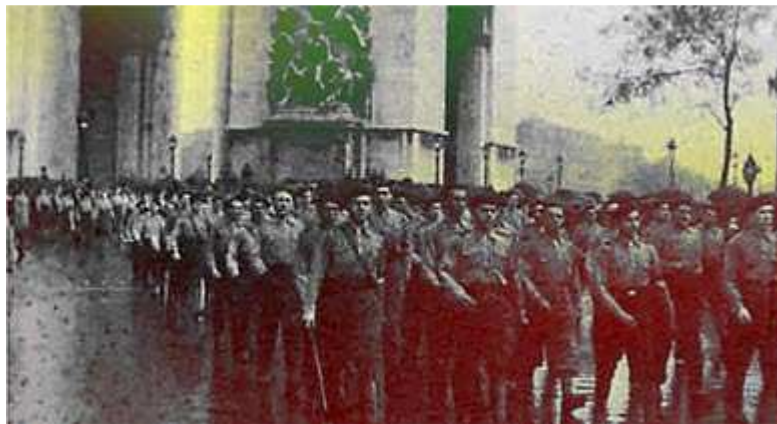
Le planisme, une idéologie fasciste française

par Denis Boneau*

Le « planisme », une doctrine issue du socialisme révisionniste allemand, a constitué en France, durant les années 30, le discours de prédilection des « non-conformistes », notamment des néo-socialistes conduits par Marcel Déat et des polytechniciens du groupe X-Crise. Sous Vichy, les « planistes » s'engageront massivement dans la collaboration.

3 NOVEMBRE
2004

Depuis
Paris (France)



Manifestation de francistes (mouvement inspiré du fascisme italien) à l'Étoile en 1933

Au Congrès de Noël 1933, le Parti ouvrier belge (POV) adopte le « planisme », la doctrine élaborée par Henri de Man, comme idéologie officielle. Henri de Man, numéro deux du parti belge dont le dirigeant est son ami Vandervelde, est l'auteur d'un essai remarqué dans les milieux socialistes européens : *Au-delà du marxisme*, un livre exposant les thèses révisionnistes de l'auteur. De Man entend rompre définitivement avec le marxisme internationaliste et collectiviste pour le remplacer par un « régime intermédiaire » dont la fonction est essentiellement de « maîtriser » le capitalisme. Ce projet « planiste » qui exclut la perspective d'une nationalisation des moyens de production devait à l'origine être présenté au Parti social-démocrate allemand par la section de Hambourg. C'est finalement en Belgique que de Man parvient à imposer sa doctrine.

Le « planisme » et les « non-conformistes des années 30 »

En France, le succès du « planisme » en Belgique coïncide avec le développement d'un nouveau courant politique, dissident de la SFIO, incarné par le futur collaborationniste Marcel Déat [1]. Les « néo-socialistes » récemment chassés par Léon Blum voient

dans le « planisme » et le concept de « régime intermédiaire » (un système politique où le pouvoir est accaparé par les techniciens) une rhétorique permettant de justifier la scission avec la SFIO.

Marcel Déat salue la nouvelle orientation du POB et soutient de nombreuses initiatives planistes comme le « Colloque des groupes planistes » qui a lieu à l'abbaye de Pontigny au mois de septembre 1934.



Marcel Déat

Le socialisme corporatiste et national, véritable fascisme camouflé au moyen de la rhétorique de la « troisième voie », devient le discours officiel des néo-socialistes dont la tribune *Vie socialiste* est animée par Marcel Déat et Louis Vallon. Le mot d'ordre de Déat devient « Ordre, Autorité et Nation » : « *En effet le socialisme c'était l'ordre en opposition avec le désordre du capitalisme et l'anarchie de la crise. Le socialisme devait apparaître comme une restauration de l'autorité [...]. De même enfin, le socialisme plus qu'aucun autre mouvement, était capable de prendre en charge la nation puisqu'il prétendait traduire les aspirations populaires...* » [2]. En rompant avec la SFIO, Marcel Déat s'oriente vers un socialisme populiste qui n'est pas sans rappeler les mouvements fasciste et nazi.

Le planisme attire aussi de nombreux intellectuels « non-conformistes » comme Bertrand Jouvenel et l'équipe de *Lutte des jeunes* ou Maulnier, le directeur de *Combat* tentés par un socialisme autoritaire, national et corporatiste [3] inspiré par les thèses soréliennes. La réunion de Pontigny révèle cette tendance conservatrice des « planistes ». Les intervenants semblent rêver d'un état fort libéré des contraintes parlementaires ; ils invoquent Proudhon, Sorel et Péguy. L'idéologie « planiste » constitue en réalité une façade dissimulant les orientations anti-parlementaires des « non-conformistes » qui revendiquent la légitimité des savants et qui désirent, contre la République, instaurer un régime autoritaire dont ils seraient les représentants permanents. Il est donc logique que des hommes comme Jouvenel ou Maulnier soient fascinés par les régimes fascistes, solution radicale à la « faiblesse des démocraties ».

Le « planisme » fédère les « non-conformistes des années 30 » et provoque des crises à l'intérieur de la SFIO et de la CGT. A la SFIO, Léon Blum refuse l'idée d'un « régime intermédiaire »

défendue par la tendance Redressement animée par Ludovic Zoretti et Georges Albertini (qui deviendra durant la guerre l'un des proches collaborateurs de Marcel Déat). A la CGT, René Belin et la tendance qu'il représente, Syndicats, obtient l'adoption du « planisme » lors du Congrès d'unité syndicale de Toulouse.

Au début des années 30, le « planisme » inventé par Henri de Man constitue un moyen de sortir des clivages politiques traditionnels et de revendiquer l'étiquette « ni droite, ni gauche » et donc de justifier le ralliement à une forme française du fascisme. Les « planistes » issus de milieux politiques différents, de la SFIO au corporatisme, suivront des itinéraires politiques divergeants. Citons Hugh Gaitskell, qui sera chef du Parti travailliste britannique et qui participera activement aux opérations du Congrès pour la liberté de la culture durant les années 50, Oltramare qui deviendra nazi, des futurs collaborateurs comme Déat, Marion ou Zoretti et des hommes du gouvernement de Vichy comme René Belin [4].

X-Crise et le « *planisme des ingénieurs* »

Des groupes de « techniciens » revendiquent l'appartenance au courant « planiste ». Le plus célèbre est X-Crise, fondé en 1931 par Gérard Bardet et André Loizillon. Les deux hommes réunissent une équipe de polytechniciens comprenant John Nicolétis, Jean Coutrot, Roland Boris (son frère Georges est un proche collaborateur de Pierre Mendès-France)... Le but de X-Crise est de trouver des solutions aux problèmes économiques des années 30 en défendant ce que certains ont appelé un « *planisme des ingénieurs* ». En 1933, ils fondent le Centre polytechnicien d'études économiques (CPEE). Le groupe diffuse ses idées en organisant des réunions publiques et en accueillant des personnalités non polytechniciennes. X-Crise invite des intervenants extérieurs comme Charles Spinasse, futur ministre « planiste » du gouvernement du Front populaire, Célestin Bouglé, le directeur du Centre de documentation sociale, René Belin, secrétaire adjoint de la CGT, Robert Lacoste, membre de la Commission administrative de la CGT, Jacques Rueff, un « libéral perdu chez les planistes » qui sera l'un des fondateurs de la Société du Mont Pèlerin [5]...

X-Crise n'est donc pas seulement un rassemblement de polytechniciens ; le groupe fonctionne aussi comme un lieu de rencontre entre des techniciens engagés et des personnalités politiques ou intellectuelles. La guerre divise X-Crise. Certains s'engagent dans la résistance active. Ainsi Louis Vallon rejoindra dès 1942 le réseau clandestin Notre-Dame et obtiendra à la Libération un poste dans le cabinet du Général de Gaulle. Jules Moch sera plusieurs fois ministre sous la IVe République, anticommuniste radical, il brisera les grèves de 48 en dénonçant l'origine des fonds de soutien, en 1975, il démissionnera ulcéré par les perspectives offertes par le Programme commun. Au contraire, Pierre Pucheu, membre avant la guerre des Croix de feu puis doriotiste après les événements du 6 Février 1934, sera nommé Secrétaire d'Etat à la production industrielle puis Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy. Il réprimera la résistance en désignant les communistes fusillés de

Chateaubriand. Proche de Darlan, après une conversion ratée, il est exécuté en 1944. Gibrat, membre d'Ordre nouveau, deviendra le Directeur de cabinet de Laval et sera condamné à dix années de dégradation nationale. Un autre membre de X-Crise Souless dit Abellio sera impliqué dans les activités de la Cagoule avec Deloncle, Corrèze, Schueller...

Le Plan du 9 juillet, la coalition des « planistes »

Les différentes factions du courant « planiste », à la suite de la démonstration du 6 février, constituent un front commun. Le Plan du 9 juillet, résultat d'une série de réunions parrainées par Jules Romain, agrégé de philosophie et adepte du « planiste » Jean Coutrot, met en perspective l'alliance entre les techniciens de X-Crise et les « non-conformistes ». Le 9 mars 1934, Jules Romain organise une discussion entre Bertrand de Jouvenel, Georges Izard [6], Louis Vallon et Jean Zay [7] ; le 16 mars, Jouvenel rencontre Robert Lacoste, Alfred Fabre-Luce et Georges Roditi.



Bertrand Jouvenel

Bertrand de Jouvenel est alors fasciné par le « planisme » mais aussi par Adolf Hitler à qui, grâce à son ami Otto Abetz, spécialiste de la propagande en France et conseiller de Ribbentrop, il fournit une véritable tribune en publiant dans *Midi-Paris* du 28 février 1936 un reportage enthousiaste : « *Quoi cet homme si simple, qui parle doucement, raisonnablement, gentiment avec humour, est-ce là le redoutable meneur de foule qui a soulevé l'enthousiasme forcené de toute la nation allemande et en qui le monde entier a cru voir un jour une menace de guerre ? (...) Il rit franchement. Son visage s'approche du mien. Je me sens plus du tout intimidé. Je ris aussi...* » [8]. Bertrand de Jouvenel, défenseur de la « bonhomie nazie », s'allie avec des syndicalistes CGT comme Robert Lacoste, des néo-socialistes comme Louis Vallon ou Georges Roditi et des techniciens qui adhèrent à l'idéologie du 9 juillet.



Ce front « planiste » est en réalité l'œuvre de Jean Coutrot qui obtient logiquement la direction de l'organe principal du projet : la Commission économique. Il y fait entrer des membres de X-Crise et des néo-socialistes (notamment Georges Roditi, principal animateur de la revue *L'Homme nouveau* et Paul Marion, futur compagnon de Doriot et ministre de l'Information de Vichy). Il obtient aussi les services de Bertrand de Maud'huï, un ancien de l'Ecole libre des sciences politiques (Sciences po qui est alors une école privée). Maud'huï a d'abord travaillé pour une banque privée états-unienne, la Blair foreign corporation où il fut introduit par Jean Monnet, puis pour la banque Worms en 1934. Il milite aux Volontaires nationaux. Par ailleurs Henri Noilhan, le Secrétaire général du Parti agraire, se voit confier le dossier de l'agriculture [9].

Conformément aux objectifs de Jean Coutrot et des néo-socialistes, le Plan du 9 juillet, qui adopte pour devise « Liberté-Ordre-Justice », prévoit une réforme constitutionnelle. Il s'agit de promouvoir un pouvoir exécutif fort et de restreindre le pouvoir parlementaire. Les planistes du 9 juillet proposent la création d'un Conseil des corporations et d'un Conseil d'Etat, institutions qui permettraient de limiter les pouvoirs du Parlement. La réforme consiste donc à créer un nouveau régime corporatiste et doté d'un exécutif renforcé.

Léon Blum dans *Le populaire* condamne le projet au nom de la SFIO tandis que les communistes dans les colonnes de *L'humanité* dénonce une « collaboration significative qui va des renégats à la Paul Marion, aux Croix de feu comme Maud'huï, aux Jeunesses patriotes comme de Saivre et qui représente tout simplement la ligne moyenne de la pensée bourgeoise » (31 juillet 34). Marcel Déat soutient le projet « planiste » qui est largement conforme à ses intérêts : « On avait vu se constituer spontanément un petit groupe des jeunes, sous la présidence de Jules Romain, parmi lesquels plusieurs de nos amis et qui avait abouti à la publication du « Plan du 9 juillet ». L'ensemble était fort proche de nos conceptions et nous ne pouvions qu'y

applaudir » [10].

Jean Coutrot au Front populaire

Véritable cerveau du Plan du 9 juillet, Jean Coutrot est un polytechnicien brillant passionné par l'Organisation scientifique du travail. Il est un membre actif de X-Crise et participe aux recherches du Centre polytechnicien d'études économiques (CPEE). Après la publication de son livre-manifeste *Quoi vivre*, il crée le Centre d'étude des problèmes humains (CEPH) où des membres de X-Crise côtoient Alexis Carrel réputé pour ses thèses eugénistes, Aldous Huxley et André Siegfried, père de la géographie électorale, professeur à l'École libre des sciences politiques. Il est en 1935 l'un des conseillers de Pierre Laval.

Jean Coutrot est un personnage central du « planisme » des années 30 qui accède à un poste de pouvoir après la victoire du Front populaire. En 1936, Charles Spinasse obtient le ministère de l'Économie nationale (MEN) et fait nommer, avec le soutien de Léon Blum, Jean Coutrot à la tête d'un organisme « planiste ». Le nouveau ministère chargé de coordonner la politique économique doit en théorie surveiller les indices économiques grâce notamment à l'office statistique dirigé par Alfred Sauvy, et exercer un contrôle sur tous les décrets concernant des mesures économiques. Spinasse fait entrer deux planistes afin de le seconder : Jacques Branger et Jean Coutrot. Jean Coutrot crée le Centre national d'organisation du travail (CNOT) dont les activités, faute de moyens suffisants, sont très limitées.

Cette promotion de Coutrot qui accède à un poste de pouvoir au sein du gouvernement du Front populaire peut paraître étonnante si l'on considère les réticences de Léon Blum à l'égard du « planisme ». Certains considèrent la nomination de Coutrot comme une « trahison ». Ainsi Georges Valois, créateur du Faisceau qui effectue à ce moment une conversion à gauche, écrit dans *Le nouvel âge* en Décembre 1936 : « *Le néo-capitalisme au pouvoir. Spinasse fait nommer Coutrot Président de la commission chargée de l'organisation économique. Comment diriez-vous ? Aberration ou trahison ?* » [11].

Le CNOT ne survit pas au départ de Charles Spinasse. Après la défaite contre l'Allemagne nazie, Coutrot suit le gouvernement à Bordeaux puis à Vichy.

Les « planistes » et le régime de Philippe Pétain

Le régime de Philippe Pétain rend possible l'arrivée de groupes politiques relativement marginalisés sous la IIIe République comme les corporatistes doctrinaires ou les traditionalistes. Les techniciens, les « planistes » trouvent à Vichy une opportunité politique inédite. Les « modernisateurs » obtiennent des postes clés : Lucien Romier devient Ministre et conseiller de Pétain, Gérard Bardet, haut fonctionnaire au Ministère de la production, René Belin, Ministre de la Production et du Travail. Des membres de X-Crise comme Pierre Pucheu se voient confier des portefeuilles prestigieux.

Les « planistes » deviennent les artisans du projet corporatiste de Vichy. Face au chômage massif combiné à la démobilisation des troupes, le syndicalisme traditionnel est dissout et remplacé par le système des Comités d'organisation (CO) pilotés par des « planistes » comme Belin, Barnaud ou Bichelonne [12]. Le choix du dirigisme économique met les planistes dans une situation favorable ; les compétences des techniciens sont requises afin d'élever le niveau de la production en France. Finalement, le contrôle des prix et de la production par les Comités d'organisation aboutit à un désastre bureaucratique. Le « planisme » glisse vers le corporatisme maurassien comme l'illustre le projet de Chartre du travail qui vise à créer cinq syndicats correspondant à cinq catégories de situation (patrons, cadres et techniciens, contremaîtres, employés, ouvriers).

Le 9 février 1941, l'amiral Darlan prend la tête du gouvernement de Vichy. Les partisans de Laval organisent une campagne contre le nouveau « maître » de Vichy en dénonçant la composition de son gouvernement. Pour Marcel Déat, Darlan et ses hommes représentent les intérêts des « trusts », de « la finance ». La cible principale de Déat est René Belin, ex numéro deux de la CGT, qui devient ministre du Travail. Avec Belin, plusieurs technocrates obtiennent des postes clés : Yves Bouthillier, Pierre Pucheu, François Lehideux, Jacques Barnaud... La campagne « anti-technocratique » menée par Déat et *L'œuvre* insiste sur le poids de la Banque Worms. Jacques Barnaud en est l'Associé gérant et Pierre Pucheu a été le patron d'une des entreprises majeures du groupe Worms, les établissements Japy. Sur fonds d'antisémitisme, Déat dénonce la prétendue main-mise de la « banque juive » sur le gouvernement Darlan. Cette stratégie lui permet en réalité de militer pour le retour de Laval. En effet, en attaquant Worms, Déat attaque son rival le plus direct, Doriot puisque la banque « politique » Worms aurait subventionné son parti, le Parti Populaire Français (PPF) [13].

La campagne organisée par Déat ne s'arrête pas là. Un événement inattendu permet de cristalliser la haine des « technocrates » : la mort mystérieuse de Jean Coutrot retrouvé le 19 mai 1941 gisant dans son sang. Son suicide provoque un vaste mouvement de dénonciation du « complot synarchique ». Coutrot est suspecté d'être le Grand maître d'une société secrète, le Mouvement synarchique de l'Empire. *L'œuvre* martèle son message : les synarques contrôlent Darlan et sabotent la Révolution nationale [14].

A la Libération, les « planistes » de Vichy quittent la scène politique mais l'idée du « plan » comme voie intermédiaire entre le libéralisme et le socialisme n'est pas abandonnée. Le contrôle rationnel du capitalisme devient l'instrument idéologique de l'interventionnisme états-unien. En France, la distribution des crédits du Plan Marshall aboutit, sous l'impulsion de Jean Monnet, à la mise en place du Commissariat au Plan dont le personnel échappe à tout contrôle démocratique.

Denis Boneau

Les articles de cet auteur 

[1] Marcel Déat, agrégé de philosophie, entre à la SFIO en 1914. Il est élu député en 1926. En 1933, il fonde un parti socialiste dissident. Auteur du célèbre article *Faut-il mourir pour Dantzig*, il fonde en 1941 le Rassemblement national populaire, un parti collaborationniste. Le 27 août 1941, alors qu'il passe en revue la Légion des volontaires français, il est victime avec Laval d'un attentat. En mars 44, il est nommé ministre du Travail du gouvernement Laval. A la Libération, il se réfugie dans un couvent près de Turin. Il y meurt en 1955.

[2] Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Denoël, 1989, p. 279.

[3] La défense du corporatisme (les syndicats organisés par branches d'activité) constitue une remise en cause radicale d'un des acquis majeurs de la Révolution française.

[4] Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie française en France*, Complexe, 2000.

[5] X-Crise, Centre polytechnicien d'études économiques, *De la récurrence des crises économiques, Son cinquantenaire, 1931-1981*, Economica, 1981.

[6] Georges Izard est un avocat qui participe à la création de la revue personnaliste *Esprit*. Député SFIO, il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain et s'engage dans la résistance. Auteur de plusieurs essais dont *La fédération européenne*, il reprend ses activités d'avocat à la Libération. Il est élu à l'Académie française en 1973.

[7] Jean Zay, homme politique du Parti radical, juif et franc-maçon s'engage dans la résistance dès 1940. Il est en 1944 exécuté par des miliciens.

[8] Cité par Zeev Sternhell

[9] Olivier Dard, *Jean Coutrot, De l'ingénieur au prophète*, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

[10] Marcel Déat, *Mémoires politiques*, p. 320.

[11] *Le nouvel âge*, Dimanche 13 et lundi 14 décembre 1936, n 133, BDIC.

[12] Richard Kuisel, *Le capitalisme et l'Etat en France, Modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Gallimard, 1984.

[13] Olivier Dard, *La synarchie, le mythe du complot permanent*, Perrin, 1998.

[14] « J'ajoute que ma campagne contre les trusts, et qui était du même coup une campagne contre les éléments actifs du gouvernement de Vichy visait avec entêtement au retour de Laval,

que nous finirions par obtenir tôt ou tard ». Marcel Déat, *Mémoires politiques*, p.623.